

***Droit de grève en berne, cadeaux fiscaux de près de 15 milliards d'euros pour, en grande partie, les 10 % de contribuables les plus fortunés, réforme de l'Etat, attaque frontale contre le Statut général et la Fonction publique, ne pas remplacer un agent sur deux, pouvoir d'achat en baisse de 6 % depuis 6 ans, travailler plus pour canner plus, franchises médicales, allongement de la durée de la cotisations retraite, augmentation de la charge et de la durée du travail...***

***Sous couvert de modernisation, et loin de tout progrès, Nicolas Sarkozy prône en fait aujourd'hui pour la Fonction publique un retour en arrière de plusieurs décennies !***

## **Fonction publique : ne pas remplacer un départ sur deux**

Le gouvernement a arrêté son programme en ce qui concerne la Fonction publique, la réforme de l'Etat et la modernisation de l'administration. **Les logiques comptables et budgétaires conditionnent tout le dispositif.**

**En 2006, 9500 postes supprimés.**

**En 2008, 22 800 suppressions de postes qui sont programmés.**

**Bref, 175 000 suppressions annoncés pour les 5 prochaines années.**

Les économies attendus de ces mesures devraient atteindre 400 millions d'euros en 2008, puis 700 à 800 millions chaque année, pour les suivantes. Ceci doit être mis en regard avec **les 15 milliards d'euros d'exonérations fiscales accordées cet été par la loi et qui, pour plus de la moitié, bénéficient aux 10% de contribuables les plus fortunés.**

**Le pouvoir d'achat** des agents sera réévalué « *par la redistribution à hauteur de 50 % des économies réalisées par les suppressions d'emplois* ». En moyenne, 15 euros par agent et par mois !

**rappel** : la valeur du point d'indice de la Fonction publique a été **décrochée de 6 % par rapport à l'inflation sur les 6 dernières années**, ce qui représente environ **un mois et demi par agent en pertes cumulées.**

Ce plan de rigueur est évidemment porteur de graves menaces pour la Nation et les intérêts de tous les citoyens

## **Ministère de la Culture : 2002-2007, on frise 1000 emplois en moins**

Pour le ministère de la Culture, déjà fortement mis à mal ces 5 dernières années et en situation de sous-effectif avéré, **de nouvelles suppressions d'emplois signifieraient indiscutablement abandons de missions, externalisations, privatisations.**

Dans un tel contexte, et avec un calendrier de travail à ce point resserré pour cette nouvelle réforme de l'Etat, **la restructuration en profondeur de l'administration de notre ministère qui vient de s'engager ne peut que susciter de très vives inquiétudes.**

D'après nos informations, il serait en particulier fortement question, pour réaliser des économies d'échelle, d'opérer **plusieurs fusions entre directions d'administration centrale** en articulation avec les trois programmes de la LOLF du ministère de la culture, suivant le principe récemment énoncé par N. Sarkozy de **supprimer un directeur d'administration centrale sur deux**.

Concernant les services déconcentrés du ministère, ceux-ci pourraient, à brève échéance, se voir **absorbés au sein de services interministériels départementaux sous l'autorité des préfets**.

Il faut aussi probablement s'attendre à de **nouvelles transformations de services en établissements publics** (notamment dans le secteur des musées), ceci permettant notamment de développer plus encore **l'apport de financements privés** pour faire fonctionner ces structures.

## **Archéologie : fouiller une fouille sur deux ? !**

**Bilan 2007 : 1953 ETP** auront été engagés pour permettre à l'établissement de répondre au mieux à ses missions. C'est une évidence que la mobilisation des personnels a permis de décoincer la situation dès le printemps. En tout, ce sont 200 ETP CDD qui viennent s'ajouter au 1753 ETP CDI.

**Budget primitif 2008** : les besoins opérationnels sont encore bien supérieurs aux capacités de l'établissement. **La CGT a demandé au ministère de tenir compte de cette situation et que les moyens alloués à l'établissement pour le 1er janvier 2008 soient à la hauteur des besoins.**

**Un ministère rantanplan** : pour l'heure, discipline gouvernementale oblige, le ministère de la culture manque légèrement d'audace puisque le budget ne prévoit que **1753 ETP soit 200 ETP de moins qu'en 2007** (CTP Ministériel du 27 septembre, DAPA)

2007 a vu l'intégration et le recrutement de plusieurs centaines d'agents. Le **budget de l'archéologie** est infime et **toute perspective d'économie** (cf. déclaration Copé, député UMP) **aurait des conséquences catastrophiques, tant pour la recherche, la valorisation que le diagnostic (90 000 jours homme en tout) ; en clair, pour l'archéologie préventive tout entière.**

**Pour défendre les missions du ministère et le service public, le SGPA CGT est pleinement déterminé à prendre toute sa place et à tout mettre en oeuvre pour construire au plus vite la résistance et la riposte qui s'imposent.**

**Contrairement à ce que veut laisser entendre le gouvernement , tout est encore loin d'être joué ! Une mobilisation puissante des personnels, à la hauteur de l'agression dont le service public et ses agents font aujourd'hui l'objet, peut permettre d'entraver ces funestes projets. En faisant grève le 18 octobre 2007.**

Paris, le 11 octobre 2007

Le SGPA CGT dépose un préavis de grève pour la journée du 18 octobre 2007